

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1458>



"Epur su mueve » Et pourtant il (se) bouge ! Qui ? Le Peuple.

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mercredi 4 avril 2018

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Il y a un paradoxe qui résume l'irréalité de la situation politique, économique et sociale de notre pays. D'une part, ce président n'a recueilli qu'un sixième des suffrages des électeurs au premier tour de l'élection présidentielle, d'autre part, il a dévoilé un programme de remise en cause "tous azimut" des conquêtes politiques, sociales et économiques de la grande majorité de ce pays depuis 1945.

Il faut donc oser reconnaître clairement la réalité et la brutalité politique d'un "coup d'état permanent" permis et instauré par la constitution de 1958 et ses aggravations depuis 1962.

Tous les partis, les gouvernements et les assemblées y fondent leurs affaires et ne peuvent donc être "démocratiques" et "parlementaires" que par illusion.

Il faut aussi reconnaître l'ingérence tous azimut des institutions européennes dans notre république, notamment depuis le présidentiel mépris du NON populaire au referendum de 2005.

Il faut enfin reconnaître que, ce n'est que très rarement que, les élus politiques et sociaux du peuple français se sont efficacement opposés aux "réformes" et politiques mises en oeuvre aux dépens de la majorité du peuple. Ceci illustrant cela.

Chers camarades et amis, je reconnais avoir contribué à entretenir l'illusion d'une remise en cause, d'une réforme et d'une fin tranquilles de cette dictature et de m'être bercé de confortables illusions au vu de "courageuses" motions de congrès et des déclarations de nos élus...même les plus proches et les plus sympathiques.

Le peuple, quant à lui, ne s'est pas laissé bercer d'illusions et de discours. La dureté et l'incertitude croissantes de ses conditions de vie, de travail, de l'accès aux études, aux transports, aux soins et à la protection sociale en général se sont traduits par un refus croissant de votes qui ne lui semblaient utiles qu'aux élus assimilés aux élites. Alors, oui, la France d'en bas ne se reconnaît plus dans l'oligarchie française. ...Quant à une oligarchie européenne, c'est bien pire !

Certes, les élus régionaux ont claqué la porte de la Conférence nationale des territoires et refusé les aumônes du chef de l'Etat. Certes, ces élus menacent l'exécutif de révolte au vu d'une "hausse" de 1,2% par an des "dépenses de fonctionnement" des 319 plus importantes collectivités de France. Quant aux autres...Le Président Emmanuel Macron, fort des maigres 18% des inscrits sur son nom au premier tour de la présidentielle ne peut que proposer de recevoir 1200 maires à l'Élysée pour une séance de câlinothérapie.

Le besoin est que soient pris en compte les 67 millions d'habitants rassemblés depuis 230 ans en Nation en 36 000 communes. Il faut rétablir l'expression des besoins et de la volonté des collectivités de vie les plus proches de la vie de chacun : La commune. Comme en 1789, il s'agit de reconstituer le peuple "en corps". Il est sa propre force productive. Seule une nouvelle Constitution peut rétablir et approfondir de véritables assemblées communales et de regroupement librement consentis de communes lors desquels s'organiseraient des débats et propositions en direction de l'état républicain.

A l'ordre du jour des assemblées locales et nationale sera l'expression et la satisfaction des besoins vitaux qui ne sont plus ou pas satisfaits.

"Epur su mueve » Et pourtant il (se) bouge ! Qui ? Le Peuple.

C'est ce qui agresse les cheminots, pousse des agriculteurs au désespoir, ce qui transforme des petits chefs en tortionnaires et ce qui pousse au suicide des salariés, des jeunes, des anciens, ce qui réduit école, université, hôpitaux, EHPAD à la misère, ce qui brise le coeur de soignants se voyant mal soigner. Des agriculteurs sont désespérés, voire ruinés, des salariés passent par les fenêtres, de l'eau de pluie coule dans les salles de classe, des soignants ont le coeur brisé, etc.

Là est la ressource de la révolte, des manifestations et des grèves. C'est ce qui doit d'abord cesser. Elu par 18% des électeurs inscrits, Macron n'a aucun mandat pour imposer son programme a des dizaines de millions de Français. Pas plus qu'il n'a mandat politique pour imposer les conséquences sociales de 20 ans d'empilement des directives européennes dans ce sens. Et moins encore pour achever le service public par ordonnances avec des conséquences dramatiques pour les usagers et l'organisation des services publics, communes, départements et régions.

Depuis 1789, oui, le peuple s'est bougé. Il va se bouger.